

PROMOUVOIR LA CONVENTION DE L'UNION AFRICAINE SUR LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Domaine stratégique 2

Donner aux organisations de la société civile africaine les moyens de mener efficacement des activités de lutte contre la corruption

OUTILS DE PLAIDOYER ET TACTIQUES

Ceci est de l'une des six boîtes à outils - chacune se concentrant sur un domaine tactique différent - de la collection *Promouvoir la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption : Outils et Tactiques*.

Tout en suivant et en plaidant pour la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, plusieurs sections de Transparency International ont développé des tactiques de plaidoyer pour demander des comptes aux gouvernements. Ces tactiques les ont aidées à travailler avec les décideurs pour respecter les engagements encore en suspens dans la mise en œuvre et l'application de cette convention.

Cette collection a été développée dans le cadre du projet de Transparency International, Towards Enforcement of Africa's Commitments against Corruption (TEA-CAC), financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Elle présente des outils et des tactiques partant des exemples réels de travail de plaidoyer créatif afin que d'autres organisations de la société civile puissent les reproduire dans leurs propres campagnes de lutte contre la corruption.

Les autres boîtes à outils :

Domaine stratégique 1

Sensibiliser le public sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements des États africains en matière de lutte contre la corruption

Domaine stratégique 2

Donner aux organisations de la société civile africaine les moyens de mener efficacement des activités de lutte contre la corruption

Domaine stratégique 3

Renforcer les capacités des médias à surveiller la mise en œuvre d'engagements en matière de lutte contre la corruption et à demander des comptes

Domaine stratégique 4

Renforcer les institutions de lutte contre la corruption et le travail des autorités publiques dans ce domaine

Domaine stratégique 5

Plaider en faveur de réformes juridiques pour l'intégration de la CUAPLC

Domaine stratégique 6

Veiller à la mise en œuvre de la CUAPLC

Vous pouvez accéder à chaque boîte à outils et à la collection complète d'outils et de tactiques sur le [site web de Transparency International](#).

DOMAINE STRATÉGIQUE 2

Donner aux organisations de la société civile africaine les moyens de mener efficacement des activités de lutte contre la corruption

Le droit d'accès à l'information permet aux citoyens d'obtenir des informations détenues par des organismes publics (avec des exceptions limitées). L'accès à l'information est essentiel dans la lutte contre la corruption car il permet aux militants de la société civile et au public de participer aux débats publics, de s'engager directement auprès des décideurs publics et d'avoir leur mot à dire dans l'élaboration des politiques publiques et du droit.

Transparency International (TI) Rwanda a noté la réticence des lanceurs d'alerte potentiels à dénoncer la corruption, ce qui se traduit par des niveaux de signalement comparativement faibles en raison de la crainte de représailles. [L'indice de corruption](#)

[du Rwanda 2020](#) indique que 88,1 % des citoyens qui ont été confrontés à la corruption ne l'ont pas signalée. Pour contrer ce phénomène, l'organisation a non seulement contribué à la formation des personnes chargées de protéger les lanceurs d'alerte, mais les a informés sur la protection que leur offre la société.

En Tunisie, I WATCH forme la prochaine génération de combattants de la corruption en créant des hubs étudiants sur les campus universitaires pour soutenir la transparence et les mesures de lutte contre la corruption.

IMPLIQUER LES FONCTIONNAIRES ET LES CITOYENS DANS LA PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE (RWANDA)

LIEN AVEC LA CUAPLC

Article 12 (société civile et médias) et Article 5 (institutions de lutte contre la corruption). Ce travail implique d'engager les médias et la société civile, ainsi que de renforcer les institutions de lutte contre la corruption car, selon la convention, chaque institution gouvernementale doit enquêter sur les plaintes des lanceurs d'alerte et disposer de règles pour les protéger.

Pourquoi adopter cette stratégie ?

Les lanceurs d'alerte divulguent des informations sur la corruption ou d'autres actes répréhensibles à des personnes ou des entités qui peuvent prendre des mesures correctives. Malheureusement, dénoncer des actes répréhensibles qui menacent l'intérêt public peut signifier aussi risquer sa carrière ou même sa sécurité personnelle. De nombreux cas de corruption ne sont pas signalés parce que les gens ont peur de se manifester pour exposer les problèmes dont ils ont été témoins. Offrir une protection aux personnes qui donnent l'alerte encouragerait davantage à dénoncer la corruption. Ainsi, la protection des lanceurs d'alerte est essentielle pour permettre l'application efficace des lois anti-corruption.

Description et objectifs de cette stratégie

En Afrique subsaharienne, de nombreux pays ne disposent pas d'une loi qui définit le lanceur d'alerte ou qui leur offre une protection. Même les pays qui disposent d'une loi ne garantissent pas son application.

Cette stratégie permet de renforcer les capacités des autorités chargées de protéger les lanceurs d'alerte et d'assurer au public qu'il sera protégé dans le cas où il se manifeste pour signaler un acte de corruption.

Les objectifs de cette stratégie sont les suivants :

- + Normaliser la protection des lanceurs d'alerte au sein des responsables du gouvernement chargé de les protéger. Cela passe par des ateliers de formation pour le personnel responsable et la création de lignes directrices pour leur travail.
- + Sensibiliser et accroître la confiance des citoyens qui s'abstiennent encore de lancer l'alerte, par crainte de représailles.

Conditions clés de la réussite

- + Accès aux responsables institutionnels. Des réunions de plaidoyer individuelles de haut niveau avec des ministres et des responsables d'institutions peuvent faciliter la coopération avec les fonctionnaires de rang intermédiaire.
- + Volonté de coordination des autorités. Les pays qui disposent d'une certaine législation concernant les lanceurs d'alerte sont plus susceptibles de coopérer avec la société civile sur les mesures d'application.
- + Amélioration de la communication publique. Communiquer sur le rôle des lanceurs d'alerte et sur la nécessité de les protéger peut nécessiter des techniques de communication approfondies.

Contexte de la stratégie

Au Rwanda, il peut être facile de retracer la personne à l'origine d'un signalement. Elle peut donc être menacée par ceux contre qui elle a porté plainte. Ce risque peut dissuader les gens de se manifester, ce qui rend plus difficile l'obtention de rapports de corruption qui peuvent être utilisés dans les enquêtes. Le Rwanda a adopté un cadre juridique pour protéger les lanceurs d'alerte en 2012, révisé en 2017, pour renforcer les mesures de protection. Les actions de plaidoyer de la part de TI Rwanda depuis 2009 a contribué à l'adoption de la loi et la section a diffusé le texte juridique auprès de la société civile et du secteur privé lors de son adoption.

Des difficultés subsistent cependant dans la mise en œuvre de la loi. Selon TI Rwanda, le nombre de révélations était constamment faible. De plus, des recherches plus approfondies ont montré que, dans de nombreuses institutions clés, il n'existe pas de personnes de référence censées recevoir les cas de signalement ou s'assurer que les informations sont transmises aux autorités compétentes chargées de l'application de la loi. TI Rwanda a décidé de plaider pour la nomination et la formation de personnes de référence au sein du gouvernement. Lors de son suivi, la section a constaté que beaucoup de ceux qui avaient reçu un rapport de corruption ne savaient pas comment le traiter correctement pour protéger le lanceur d'alerte, enquêter sur l'affaire ou dénoncer la personne accusée du crime.

« Nous avons sensibilisé les citoyens pour qu'ils se sentent libres de dénoncer les cas de corruption. Auparavant, ils ne savaient pas que l'on pouvait être lanceur d'alerte tout en étant protégé et ne pas avoir peur de parler », explique Apollinaire Mupiganyi, directeur exécutif de TI Rwanda. « Grâce à l'engagement des médias et à la sensibilisation par le biais de la télévision et de la radio, nous avons fait beaucoup de choses au niveau national et au niveau des districts, en nous engageant auprès des citoyens et en partageant avec eux des informations sur leurs droits, sur la manière dont ils peuvent être protégés et aussi sur leur droit de s'exprimer sans craindre les représailles. »

Comment faire : les étapes à suivre

1. Proposer une définition claire de l'alerte

Il est essentiel de définir clairement ce qui constitue une alerte protégée pour éviter de s'engager avec

une personne qui ne pourrait pas être considérée comme un lanceur d'alerte en vertu de la législation nationale. Élaborez votre propre définition en tant qu'organisation afin de vous positionner clairement en cas de lacune. La prudence s'impose dans le traitement d'alertes dont la protection ne peut être garantie.

2. Analyser les facteurs qui découragent les lanceurs d'alerte

En s'appuyant à la fois sur une enquête annuelle sur la corruption et sur les résultats de la collecte de cas via un système de signalement via une ligne directe, TI Rwanda a constaté que le nombre de personnes dénonçant la corruption était inférieur à celui des personnes qui déclaraient en avoir été témoins. Dans le cadre de travaux de suivi, l'organisation a identifié l'existence une perception commune selon laquelle certains lanceurs d'alerte seraient punis parce qu'ils sont « bavards », voire chassés de leurs villages par les autorités.

3. Reconnaître les progrès réalisés par le gouvernement afin de s'engager de manière constructive

Lorsque les progrès réalisés dans l'adoption ou la mise en œuvre d'une législation sur la dénonciation sont reconnus, les responsables gouvernementaux sont moins sur la défensive et plus ouverts aux recommandations. Pour contrebalancer les recherches critiques sur la méfiance du public qui sous-tend la diminution du nombre de dénonciations, il convient d'utiliser des messages positifs pour encourager l'implication des autorités gouvernementales, même dans les étapes préliminaires.

4. Compiler une liste de recommandations

Par exemple, en rédigeant un document de politique générale à partager avec les institutions clés de la chaîne judiciaire, à l'aide des recommandations ciblant les institutions du secteur public, afin d'assurer la protection des lanceurs d'alerte.

5. Organiser des réunions de haut niveau

Organiser des réunions avec des institutions et des services tels que le bureau du médiateur pour les aider à mieux mettre en œuvre les dispositions légales requises par la loi du pays, en veillant par exemple à ce que chaque institution publique dispose d'un point de contact pour les lanceurs d'alerte. En gardant ce plaidoyer discret et hors de vue, le lob-

bying privé peut permettre de créer un changement de politique sans embarrasser les fonctionnaires en exposant publiquement leurs problèmes de mise en œuvre.

6. S'accorder sur un consensus concernant les définitions et les protections offertes par la loi

Réunir différentes parties prenantes dans le cadre d'un atelier peut contribuer à impliquer diverses institutions publiques et à établir des préoccupations communes, par exemple en diffusant un document d'orientation.

7. Faire un suivi grâce à des ateliers techniques afin d'élaborer des lignes directrices pour la mise en œuvre.

Elaborer des plans d'action, par exemple, lors de réunions techniques menées dans chaque institution, sur la manière de recevoir et de résoudre les allégations de lanceurs d'alerte et protéger l'informateur.

8. Élaborer des lignes directrices

Les documents issus des ateliers peuvent devenir des lignes directrices communément acceptées par les fonctionnaires responsables de la protection des lanceurs d'alerte. Une autre réunion de haut niveau avec les responsables des institutions publiques permettra de formaliser les lignes directrices internes pour en faire des normes officielles auprès de chaque institution.

9. Mener une campagne publique faisant appel à des moyens de communication sophistiqués

Il est important de sensibiliser le public aux aspects pratiques du signalement de la corruption, comme l'existence d'un numéro à appeler, des informations sur les directives et les systèmes en place, qui garantissent la confidentialité des lanceurs d'alerte. L'utilisation de plateformes de grande envergure, telles que les talk-shows à la radio et à la télévision, permet

de mettre en avant des personnes qui ont dénoncé la corruption, ce qui peut encourager d'autres citoyens à faire de même.

Informations complémentaires

Il est important d'opter pour une définition claire de la dénonciation afin de faciliter la compréhension au sein de l'organisation avant de lancer une campagne de sensibilisation en direction du public. Cela permet d'éviter les divergences quant à la définition du lanceur d'alerte, et réaliser par exemple qu'une personne ne répond pas à cette définition et ne peut bénéficier de la protection de la loi. Il s'agit d'une question importante de protection pour les individus qui peuvent être exposés à des menaces légales de calomnie ou de diffamation s'ils ne tombent pas sous la protection de la loi.

- + [Définition du lanceur d'alerte selon Transparency International](#)
 - + TI Rwanda, 2018, [15 Years of TI Rwanda Experience: Citizen Engagement as a Driver to Fight Corruption](#).
 - + Transparency International Secretariat, 2018, [A Best Practice Guide for Whistleblowing Legislation](#).
 - + Transparency International Secretariat, 2013, [International Principles for Whistleblower Legislation](#).
-

CONTACT

Transparency International Rwanda

Site web: <https://www.tirwanda.org>
E-mail: info@tirwanda.org

ENGAGING YOUNG PEOPLE IN INTEGRITY CAMPAIGNING (TUNISIA)

LIEN AVEC LA CUAPLC

L'article 12 (société civile et médias) stipule que les gouvernements s'engagent à : « créer un environnement favorable qui permet à la société civile et aux médias d'amener les gouvernements à faire preuve du maximum de transparence et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques... » tandis que le préambule déclare que les États membres de l'Union africaine sont... « Déterminés à instituer des partenariats entre les gouvernements et tous les segments de la société civile, en particulier les femmes, les jeunes, les médias et le secteur privé, afin de lutter contre le fléau de la corruption. »

de politiques publiques et à l'évaluation de l'action gouvernementale. I WATCH CAMPUS est une initiative menée par [I WATCH](#) qui a pour objectif de créer un mouvement étudiant pour l'intégrité.

Les objectifs de cette stratégique sont les suivants :

- + Créer un certain nombre de clubs étudiants pour la transparence et la lutte contre la corruption
- + Créer la prochaine génération de combattants de la corruption en fournissant aux participants une formation sur les questions de lutte contre la corruption ainsi qu'en transmettant des compétences en matière d'activisme, telles que la communication, le plaidoyer et la gestion.

Pourquoi adopter cette stratégie ?

Les jeunes ont un rôle important à jouer dans la société et peuvent faire évoluer les mentalités vers une culture d'intégrité à tous les niveaux. Grâce à des perspectives innovantes, les jeunes militants du changement social peuvent renouveler et revivifier le statut actuel de la société. Il est important de créer une culture de l'intégrité le plus tôt possible. C'est d'autant plus important que les enfants de moins de 18 ans représentent près d'un tiers de la population mondiale. Ainsi, en Afrique subsaharienne, 60 % de la population avait moins de 25 ans en 2017, selon l'étude des [Nations Unies](#).

Description et objectifs de cette stratégie

Les jeunes citoyens tunisiens doivent être informés, consultés et encouragés à participer à la formulation

Conditions clés de la réussite

- + L'engagement politique des jeunes devrait être accepté dans la culture politique du pays. Pour appliquer cette stratégie plus facilement, des groupes ou des mouvements de jeunes mobilisés politiquement devraient déjà exister dans les universités et les lycées. Les écoles et les universités doivent également soutenir l'activisme des jeunes en leur accordant du temps et de l'espace.
- + Examiner la culture du lieu de travail de votre propre organisation pour vous assurer que cette stratégie peut être soutenue par une politique consistant à laisser les jeunes s'approprier leurs actions. Soutenir le militantisme des jeunes nécessitera d'investir dans la formation de leaders au sein de groupes de jeunes, ce qui permettra le développement d'un plaidoyer autodirigé et d'une sensibilisation entre pairs. L'organisation

doit également être prête à intégrer ces réseaux de jeunes dans ses grandes campagnes et son réseau de lutte contre la corruption dans le pays.

Contexte de la stratégie

Les jeunes ont été impliqués dans la révolution tunisienne de 2011 en participant à une campagne intensive qui a conduit au départ du président de longue date Zine El Abidine Ben Ali. Depuis la création d'I WATCH, de nombreux étudiants se sont impliqués activement dans ses activités. Cependant, I WATCH n'avait pas besoin de jeunes bénévoles tout au long de l'année, il était donc important de maintenir leur engagement par le biais de clubs de jeunes dans leurs propres écoles/universités, ce qui leur permettait de rester connectés à la cause anti-corruption.

Comment faire : les étapes à suivre

1. Créer des clubs au sein des facultés

(Comme la faculté de droit, la faculté de journalisme). Actuellement, ces clubs existent dans sept campus universitaires à Tunis. L'association I WATCH prévoit d'étendre ces clubs à d'autres universités et collèges dans les principales villes du pays.

2. Organiser des séminaires de formation pour les étudiants de ces clubs

I WATCH a proposé une formation complète aux clubs anti-corruption sur les sujets suivants :

- + Le blanchiment d'argent
- + La corruption dans le secteur public
- + l'accès à l'information
- + l'enrichissement illicite
- + Le rôle de la société civile et des médias dans la lutte contre la corruption
- + le financement des partis politiques

En outre, ils reçoivent une formation en gestion, communication et plaidoyer.

3. Les clubs organisent des activités liées à la transparence dans la gouvernance des facultés

Parmi les activités des clubs figurent l'observation des élections des représentants des étudiants et l'organisation de débats entre les différents candidats.

4. Engager ces clubs dans des campagnes générales et des actions bénévoles en dehors de l'université

Les participants peuvent aider à organiser des conférences de jeunes pour discuter de leurs préoccupations, de leurs priorités et de leur participation aux processus décisionnels locaux.

5. Formaliser ces clubs en associations indépendantes afin de renforcer un écosystème d'organisations luttant contre la corruption

Pour cette stratégie, la section de Transparency International a voulu créer différentes entités indépendantes composées de nombreux clubs de jeunes afin de renforcer l'écosystème plus large de la société civile. La création de nouveaux acteurs offrant des objectifs spécifiques aux jeunes pour faire partie de la société civile tunisienne élargit l'espace démocratique du pays.

Informations complémentaires

Using this tactic may require planning for specific support beyond the inception of the clubs. In this tactic, the aim was to create an independent entity. Even though the objective of this tactic is to create an independent entity, it is useful to continue supporting youth organisations. I WATCH found that it was important to connect the different youth groups together, both to find strength in numbers as well as to learn best practice from each other. IWatch believes that the more civil society actors there are that advocate for transparency, the better it is for the fight against corruption. Their strategy is to support the creation and capacity building of new civil society organisations that then constitute what they called 'an ecosystem of civil societies' with similar objectives. An alternative, less ambitious means for creating this network of independent youth clubs could be to support young activists by involving them in your organisation, which can generate new insight and create exciting exchanges.

[I WATCH, Campus website](#)

CONTACT

I WATCH Organisation

Website: www.iwatch.tn

Email: contact@iwatch.tn

Auteurs : Casey Kelso, Véronique Lerch

Contributeurs : Paul Banoba, Helena Vidalic

Réviseur : Shubham Kaushik

Concepteur : Plan-Grafik Berlin

Image de couverture : Sylverarts / adobe stock

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce document. Il est considéré qu'elles étaient correctes à la date de juillet 2022. Transparency International ne saurait donc engager sa responsabilité du fait de leur utilisation à d'autres fins que celles ici présentées ou dans d'autres contextes.

ISBN : 978-3-96076-221-8

2022 Transparency International. Sauf indication contraire, cet ouvrage est autorisé en vertu de la licence CC BY-ND 4.0 DE. Citations autorisées.

Veuillez contacter Transparency International – copyright@transparency.org – pour toute demande de produits dérivés.

CRÉEZ LE CHANGEMENT AVEC NOUS

S'ENGAGER

Suivez-nous sur les médias sociaux, partagez vos points de vue et discutez de la corruption avec des personnes se trouvant partout à travers le monde :

facebook.com/TransparencyInternational/
twitter.com/anticorruption/
linkedin.com/company/transparency-international/
instagram.com/Transparency_International/
youtube.com/user/TransparencyIntl/

APPRENDRE

Visitez notre site Internet pour en savoir plus sur notre travail dans plus de 100 pays et connaître les dernières nouvelles sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

FAIRE UN DON

Votre don nous aidera à soutenir des milliers de victimes de la corruption, à développer de nouveaux outils, à lancer de nouvelles recherches et à inciter les gouvernements et les entreprises à tenir leurs promesses. Nous voulons construire un monde plus équitable et plus juste. Avec votre aide, nous pouvons y arriver.

transparency.org/donate

Transparency International
International Secretariat
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Germany

Phone : +49 30 34 38 200
Fax : +49 30 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : transparency.org/en/blog
Facebook : [/transparencyinternational](https://www.facebook.com/transparencyinternational)
Twitter : @anticorruption